



WWW.FORETIAFOUNDATION.ORG



De la
QUESTION
«**ANGLOPHONE**»

**Chronologie, éléments d'analyse d'une crise et opportunité
d'élaboration d'un projet d'identité nationale**

PAR KAMDEM SOUOP

Novembre 2017

**DE LA QUESTION « ANGLOPHONE »
AU CAMEROUN : CHRONOLOGIE, ÉLÉMENTS
D'ANALYSE D'UNE CRISE ET OPPORTUNITÉ
D'ÉLABORATION D'UN PROJET D'IDENTITÉ
NATIONALE**

Mots clés/Key Words : Identité nationale, « anglophone », communication gouvernementale, *Southern Cameroon National Council* , Consortium.

RESUMÉ

Alors que depuis plus de deux mois, le gouvernement camerounais a pris la décision de couper la connexion Internet dans les deux régions dites « anglophones » du pays, comme réponse à la peur de voir la toile inondée de diverses sortes d'informations sur ce qui s'y passe et de servir de courroie de transmission de mots d'ordre des activistes et même des sécessionnistes, la crise dans cette partie du pays s'enlise malgré plusieurs tentatives de conciliation initiées par le gouvernement.

Devant l'impasse qui a pris corps au lendemain de l'arrestation des leaders de la contestation qui servaient en même temps de négociateurs de la partie anglophone, les populations de l'arrière-pays anglophone, hésitantes au début, ont pris fait et cause pour ceux qui sont appelés à répondre de chefs d'accusation pouvant leur coûter la vie. Elles ont choisi de développer la désobéissance civile, en s'exemptant de travailler trois jours par semaine et en retenant leurs enfants à la maison.

Il s'avère désormais impératif, devant les échecs de conciliation du gouvernement et la radicalisation des positions sur le terrain - fort coûteuses à l'économie et à l'image du pays - de formuler des propositions qui, non seulement adressent la crise anglophone, mais trouvent de manière plus globale une solution durable au problème de fond du pays : l'absence d'une identité camerounaise.

INTRODUCTION

D'après François Miville-Deschênes, une crise est « une situation dans laquelle une organisation se retrouve dans l'incapacité, en tout ou en partie, de remplir sa mission ou est menacée de l'être »¹. Cette organisation peut être une entreprise ou une institution. Le présent travail élargit cette acception à l'Etat, en prenant appui sur le cas du Cameroun qui est dans une certaine incapacité à remplir pleinement ses missions régaliennes dans une partie du pays².

Toute crise génère en amont et en aval un besoin d'informer et de s'informer. La communication de crise³, c'est l'ensemble des techniques et actions de communication entreprises pour lutter contre les effets négatifs d'un événement. Elle est l'un des domaines de la communication institutionnelle et de la communication gouvernementale. Il faut cependant comprendre que la communication de crise est transversale et concerne l'ensemble des domaines de la communication⁴.

La communication de crise est également l'une des composantes de la gestion de crise. Elle peut se distinguer en deux branches à cet effet : d'une part, la communication directement utile à la gestion de crise (alerte des clients ou des populations, consignes, communication de coordination des opérations) qui se destine à réduire les impacts directs de la crise, et d'autre

part la communication sur les enjeux, qui se destine à limiter les polémiques et à protéger la réputation d'une organisation en crise⁵. Sa mise en œuvre est du ressort du Service/Cellule de la communication, en concertation directe et permanente avec le ou les dirigeants de l'organisation (entreprise privée, institution publique, etc.) et la cellule de crise.

La Cameroun avait déjà connu le maquis⁶, les villes mortes⁷ et les grèves de la faim⁸. Il faudra désormais ajouter à cette liste la crise dite « anglophone » ou le « problème anglophone ». Elle avait été prédite par le célèbre Ngouo Woungly-Massaga, alias « Commandant Kissamba »⁹ pour le compte de l'Union des Populations du Cameroun (UPC) pour dénoncer la « mascarade de référendum » de mai 1972¹⁰. Elle avait été ensuite révélée, il y a déjà une trentaine d'années, par Mongo Béti dans une tribune d'une rare actualité¹¹, puis soulignée par Achille Mbembé dans une tribune en 2005¹². Finalement, elle a été mise à nu par la succession d'événements amorcés à Bamenda en novembre 2016, avant de s'étendre à l'ensemble des deux régions d'expression anglaise du pays : le Nord- Ouest et le Sud-Ouest.

Mais, qui est donc « anglophone » ? Cette question est cruciale dans la compréhension des enjeux socio-culturels et politiques de cette problématique et de la durabilité de la cohésion sociale aussi bien pour l'ensemble de ces territoires que pour le reste du pays, Etat

¹ <http://www.communication-sensible.com/articles/article278.php>

² Pour une connaissance rapide de ce concept appliqué au Cameroun, on se reportera aux travaux de J.-F. Bayard et la thèse de M.-E. Owona Nguini, La sociogenèse de l'ordre politique au Cameroun entre autoritarisme et démocratie (1978-1997)

³ Lire Thierry Libaert dans son livre Communication de crise (Dunod, 2001)

⁴ <http://dictionnaire.sensagent.leparisien.fr/Communication%20de%20crise/fr-fr/>

⁵ Selon Didier Heiderich Plan de gestion de crise Éditions Dunod, 2010

⁶ http://www.persee.fr/doc/rfsp_0035-2950_1979_num_29_3_418604_t1_0513_0000_001 Pour plus détails, lire les travaux de Richard Joseph et Achille Mbembé

⁷ http://www.memoireonline.com/09/13/7427/m_Le-symbole-de-la-paix-dans-le-processus-de-democratisation-des-regimes-monolithiques-dAfrique-n19.html

⁸ <http://www.cetri.be/Cameroun-acteurs-et-logiques-des>

⁹ <https://fr.wikipedia.org/wiki/Woungly-Massaga>

¹⁰ Source de cette prédiction ??

¹¹ <https://blogs.mediapart.fr/joel-didier-engoblog/220117/litterature-comprendre-le-probleme-anglophone-aucameroun> ou http://mongobeti.arts.uwa.edu.au/issues/pnpa48/pnpa48_01.html#haut et regarder aussi cette interview qu'il donna à des journalistes autrichiens <https://www.youtube.com/watch?v=V1SPoHC54CM>

¹² <https://www.237online.com/article-42487-cameroun--la-question-anglophone--par-achille-mbembe.htinterview> qu'il donna à des journalistes autrichiens <https://www.youtube.com/watch?v=V1SPoHC54CM>

¹² <https://www.237online.com/article-42487-cameroun--la-question-anglophone--par-achille-mbembe.htinterview> qu'il donna à des journalistes autrichiens <https://www.youtube.com/watch?v=V1SPoHC54CM>

unitaire depuis 1972¹³. Différentes dynamiques sociales et engagements par rapport à cette question placent les Camerounais à différents niveaux du « spectre anglophone ». Le premier niveau est celui des deux langues officielles que sont le français et l'anglais et dont l'hégémonie sur les quelques 200 langues du pays fait qu'un Camerounais est dit « anglophone » parce que sa première langue officielle est l'anglais. Au deuxième niveau, un Camerounais toujours dit « anglophone » est une personne qui descend des lignées ancrées dans l'ancien Cameroun Occidental, même si sa première langue n'est pas l'anglais. Un troisième niveau montre aussi qu'un Camerounais de cette zone peut être un « francophone » (c'est-à-dire d'expression française) dont la langue d'enseignement est l'anglais, ou qui a appris l'anglais plus tard dans sa vie de façon suffisante pour être affecté par la culture dite « anglophone », ou encore qui a vécu suffisamment longtemps dans les régions d'expression anglaise du Cameroun au point d'en avoir adopté les modes de vie, au point d'être stigmatisés pour cela. Enfin, un quatrième niveau révèle des Camerounais qui peuvent ou pas parler anglais, qui peuvent ne pas être descendants de Cameroun occidental, mais qui comprennent le problème anglophone tel qu'il est présenté ci-dessus : en admettant son existence et en défendant activement le droit de protéger le patrimoine, les valeurs des « Anglophones » dans l'esprit des accords de Foumban de 1961¹⁴.

On le voit donc, à la lumière de ces hypothèses,

que le problème n'est pas forcément ou toujours lié à une identité linguistique, mais va jusqu'à s'ancrer dans une perspective socio-politique de l'histoire, la gestion et l'évolution politique du Cameroun. Cerner les tenants et aboutissants possibles de la crise dite anglophone au Cameroun, dont par exemple la nécessité de définir enfin une identité nationale camerounaise, projet ignoré volontairement depuis l'assassinat des véritables pères de l'indépendance du Cameroun entre les années 1957 et 1971¹⁵ (4), nécessite d'aller aux sources de cette crise (1), de repérer les enjeux communicationnels de la crise gérés par le gouvernement (2), enfin de voir comment les jeunes « anglophones » regroupés de manière plus ou moins structurée ont posé les prémices d'une redéfinition du jeu des acteurs politiques au Cameroun (3).

1. AUX SOURCES D'UNE CRISE POLITIQUE : ENTRE BROUILLAGES RÉFÉRENTIELS ET INCAPACITÉ SYSTÉMIQUE À CERNER LE PROBLÈME DE FOND

21 novembre 2016 : les habitants de la ville de Bamenda, chef-lieu de la région du Nord-Ouest, profitent d'un appel à la grève lancé par des syndicats d'enseignants qui dénoncent un système éducatif anglophone qui se « francophonise » de plus en plus, pour exprimer leur ras-le-bol : ils ne veulent plus

¹³ <https://www.erudit.org/fr/revues/cd1/1999-v40-n3-cd3819/043565ar/> et https://fr.wikipedia.org/wiki/Référendum_constitutionnel_camerounais_de_1972

¹⁴ En août 1961, la République du Cameroun a engagé des négociations avec le Cameroun du Sud pour réaliser l'union des deux États. Cela a eu lieu dans l'ancienne capitale du royaume de Foumban. La délégation de la République du Cameroun était dirigée par Ahmadou Ahidjo et celle du Cameroun du Sud par John Ngu Foncha. Les deux États parvinrent à un accord complet appelé « l'accord de Foumban ». Chaque détail de cet accord était d'une telle importance que l'accord tout entier a pris la forme de la Constitution de l'Union, et l'est devenu. Il est connu aujourd'hui comme « la Constitution de Foumban ». Selon cette Constitution, les deux États ont sabordé leurs identités respectives et sont devenus les États fédérés de l'Union. La République du Cameroun a renoncé à son identité pour devenir le Cameroun oriental. Pareillement, le Cameroun du Sud a renoncé à son identité pour devenir le Cameroun occidental. Cf. page 52 de *Peuples Noirs Peuples Africains* no. 50 (1986)

¹⁵ https://fr.wikipedia.org/wiki/Guerre_du_Camero *Peuples Noirs Peuples Africains* no. 50 (1986) 15 https://fr.wikipedia.org/wiki/Guerre_du_Camero et <https://www.youtube.com/watch?v=B6PaDMfgeTY> ou encore <https://www.youtube.com/watch?v=iMOhsUnszbM> et https://www.youtube.com/watch?v=_GSQo10UNh4ou <https://www.monde-diplomatique.fr/carnet/2008-09-13-Cameroun>

des professeurs francophones qui enseignent l'anglais à leurs enfants alors qu'ils ne maîtrisent pas la langue ; ils ne veulent plus des médecins francophones dans leurs hôpitaux et exigent les déclarations d'impôts et autres documents administratifs ne soient plus conçus qu'en langue française et que leurs conditions de vie s'améliorent. Ce faisant, Leurs revendications rejoignent celles des avocats, qui dénoncent de leur côté la non-translation de lois et de documents juridiques en anglais au moment de leur publication (Code pénal, OHADA) et la nomination de magistrats qui ne maîtrisent pas la langue anglaise dans les deux régions anglophones.

25 novembre 2016 : « Il n'existe pas de problème anglophone au Cameroun ». Atanga Nji, ci-devant ministre chargé des missions à la Présidence de la République et Chef de la délégation permanente du Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais (RDPC) dans le département de la Mezam (Nord-Ouest), dont le passé comporte des zones d'ombre qui obligent les observateurs à se demander comment le Chef de l'Etat a pu le nommer comme Secrétaire Permanent du Conseil National de Sécurité, prend de court tout le monde et utilise les colonnes du quotidien gouvernemental, Cameroon Tribune du jour¹⁶, pour non seulement marteler que « les anglophones ne sont pas marginalisés, mais je dirai en plus, preuves à l'appui que le Chef de l'Etat, SE Paul Biya, a toujours accordé aux anglophones un traitement préférentiel. Je suis

surpris de ce débat qui n'a pas sens »¹⁷, « Les avocats ont commencé leurs revendications par la traduction des textes OHADA, la Common Law, etc. Aujourd'hui, ces mêmes avocats parlent d'une prétendue marginalisation des anglophones et vont jusqu'à parler d'un retour au fédéralisme de 1961. C'est inacceptable et intolérable. Aucun homme de bon sens ne peut prendre ces avocats au sérieux »¹⁸. Non content de cette sortie publique, il manquera de se faire lyncher au Nord-Ouest par une foule de jeunes probablement en effet hors de sens, alors qu'il y tente une mission de pacification. Plus tard, il se dit qu'il inspirera le communiqué du Président de la Conseil National de la Communication sur l'interdiction faite aux médias de parler du fédéralisme dans leurs espaces et colonnes¹⁹.

A la suite des menaces du Secrétaire Permanent à la Sécurité de « traquer » les activistes partout où besoin est, les sécessionnistes du Southern Cameroon National Council (SCNC) s'invitent dans la crise en récupérant les premiers dividendes, au point d'élargir le rayon de leurs sympathisants avec l'enlèvement pourtant évitable. Et, les forces de l'ordre, dépassées, seront renforcées par les militaires qui sont invités à rétablir l'ordre par tous les moyens. Les jeunes, en majorité les étudiants, sont molestés, leurs chambres cassées pour les en sortir, les filles humiliées et certaines violées. Les images circulent abondamment sur la toile, suscitant un tollé et une indignation à la mesure de ce qu'on y voit.

¹⁶ <https://www.cameroon-tribune.cm/articles/2988/fr/>

¹⁷ Cameroon Tribune. Op. Cit.

¹⁸ Ibidem.

¹⁹ <http://www.camer.be/57465/24:21/cameroun-les-medias-mis-en-garde-contre-toute-apologie-du-federalismecameroun.html>

22 décembre 2016 : dans un mémorandum signé par cinq évêques d'expression anglaise de la province épiscopale de Bamenda (Mgrs George Nkuo, évêque de Kumbo et Président de la Bamenda provincial Episcopal Conference [BAPEC], Cornelius Fontem Esua, archevêque de Bamenda, Immanuel Bushu évêque de Buea, Andrew Nke, évêque de Mamfe et Agapitus Nfon, évêque de Kumba) l'on apprend que « Depuis quelques mois, il y a eu une série de troubles et de violences dans certaines villes du Nord-Ouest et du Sud- Ouest du Cameroun occasionnés par la grève des avocats anglophones et des syndicats des enseignants du sous-système éducatif anglophone. Ceux-ci ont entraîné la perte de vies humaines et la destruction de biens de certains citoyens. Il y a eu des violations flagrantes des droits de l'homme, comme en témoignent des témoignages crédibles et des images sur les chaînes de télévision locales et les réseaux sociaux »²⁰. Ils en profitent pour faire un rappel historique où il présente un problème anglophone créé à leurs yeux par le Président Ahmadou Ahidjo et qui s'est aggravé avec le temps au point d'aboutir à « l'érosion délibérée et systématique de l'identité culturelle du Cameroun Occidental »²¹ et de générer en bout de chaîne des groupes sécessionnistes.

31 décembre 2016 : dans son traditionnel Discours à la Nation, le président Paul Biya traite les grévistes de « groupe de manifestants extrémistes, manipulés et instrumentalisés ». « Par le fait d'un groupe de manifestants

extrémistes, manipulés et instrumentalisés, des Camerounais ont perdu la vie ; des bâtiments publics et privés ont été détruits ; les symboles les plus sacrés de notre nation ont été profanés ; les activités économiques ont été paralysées momentanément ».

03 janvier 2017 : dans un communiqué rendu public, l'élite politico-administrative dite « anglophone », composée d'une centaine de signataires, dont des députés et sénateurs censés représenter le peuple, rassurent le pouvoir que les cours reprendront effectivement le 09 janvier. Désaveu complet de la part de la base qui n'y obéit point ! Et, à juste titre, puisque cette élite à l'annonce du discours du Chef de l'Etat à la Nation du 31 décembre 2016 souligne : « ayant à l'esprit la ferme condamnation par (le chef de l'Etat) de tous les actes de violence quels que soient leurs origines et leurs auteurs, et son engagement à tirer toutes les conclusions des enquêtes en cours sur les allégations des violences survenues récemment dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest ; (...) Lançons un appel pour la reprise des cours sur l'ensemble de ces deux régions, invitons tous les enseignants, syndicats d'enseignants, fondateurs d'établissements scolaires, parents, membres de la société civile, politiciens, commerçants, opérateurs économiques, chauffeurs de taxis, conducteurs de motos taxis, étudiants, élèves et citoyens de bonne volonté, à veiller à ce que les cours reprennent effectivement dans les régions du Nord- Ouest et du Sud-Ouest, afin de sauver l'année scolaire

²⁰ <http://www.cameroon-info.net/reactions/cameroon-bamenda-provincial-episcopal-conference-memorandum-topresident-paul-biya-on-the-current-situation-in-278001.html>

²¹ Ibid

et académique déjà compromise de nos enfants, et assurer ainsi leur avenir»²².

07 janvier 2017 : les Chefs traditionnels du Cameroun, réunis à Yaoundé, ont adressé une motion de soutien²³ au Chef de l'Etat. Au nombre d'eux, des hauts responsables du pays, qui par divers moyens sont devenus autorités traditionnelles : Jacques Fame Ndongo (Ministre de l'Enseignement supérieur et Chef de 3e degré de Nkolandom, région du Sud), Alim Hayatou (Secrétaire d'Etat à la Santé et Lamido de Garoua, région du Nord), Camille Mouthé à Bidias (Directeur général du Fonds National de l'Emploi et Chef de village à Bafia, région du Centre), Jean Jacques Ndoudoumou (ex-Dg de l'Agence de Régulation des Marchés Publics et Chef de village).

Le même jour, les membres de l'Union des Fons du Nord-Ouest ont, également dans un mémorandum, invité le Chef de l'Etat à prescrire un dialogue honnête et franc comme seule issue à la crise. Ils ont en outre rappelé que dès novembre, ils avaient exprimé leur opinion sur le fait que seul un dialogue inclusif pouvait permettre aux parties en présence de traiter du problème.

09 janvier 2017 : Durcissement de ton des activistes regroupés au sein du consortium constitué d'avocats, d'enseignants et de membres de la société civile anglophone (Cameroon Anglophone Civil Society Consortium, CACSC), qui avaient donné un

ultimatum au gouvernement s'il continuait d'ignorer leurs revendications. Début du mouvement général couplant grèves et villes mortes dans les deux régions, malgré policiers, gendarmes et militaires dans les rues. Avant de passer à cette « méthode forte », les grévistes avaient posé un ultimatum au gouvernement avec lequel aucune négociation n'avait alors abouti jusqu'ici : libérer toutes les personnes interpellées lors des violences du 21 novembre et 8 décembre 2016, avant la relance des discussions. « Mais, comme toujours, le gouvernement ne nous écoute pas. Ces jeunes sont encore à Yaoundé. Beaucoup parmi eux sont gravement malades, soupire Wilfred Tassang, secrétaire général de la Cameroon Teachers Trade Union (CATTU), l'un des syndicats des enseignants en grève. Tant que nos revendications ne seront pas prises en compte, nous n'allons pas arrêter notre grève. Il faut qu'on cesse de nous marginaliser. »²⁴ D'ailleurs ils menacent d'étendre la grève aux régions francophones.

10 janvier 2017 : Radio Hot Cocoa, l'une des radios les plus écoutées de Bamenda est fermée sur ordre du gouverneur de la région du Nord-Ouest au motif d'« incitation à la violence, à la haine et à la désobéissance civile »²⁵. Les habitants, habitués à intervenir dans des émissions où les auditeurs ont la parole, ne peuvent donc plus exprimer leur « ras-le-bol » face aux « injustices » dont ils se disent victimes en tant qu'« anglophones », notamment dans l'émission « Biggest Breakfast

²² <http://www.camer.be/57190/6:1/cameroun-crise-anglophone-les-elites-en-fragrant-delit-descroqueriecameroon.html>

²³ <https://www.cameroonweb.com/CameroonHomePage/NewsArchive/Crise-anglophone-les-autorit-straditionnelles-saissent-Biya-400354>

²⁴ http://www.lemonde.fr/afrique/article/2017/01/09/au-cameroun-plusieurs-villes-anglophones-font-journee-villemorte_5059933_3212.html

²⁵ <http://www.bbc.com/afrique/38582163> et <http://www.camer.be/57238/24:21/cameroun-une-radio-fermee-dans-la-region-anglophone-par-le-pre-fet-cameroon.html> et <http://www.cameroon-info.net/article/cameroon-closure-of-radio-hot-cocoa-committee-to-protect-journalists-demand-reopening-of-radio-279024.html>

Show » (BBS).

Le même jour, David Abouem à Tchoyi, ancien Gouverneur des régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, ancien Ministre de l'Enseignement supérieur, ancien Secrétaire général des services du Premier ministre et ancien Secrétaire général de la Présidence de la République, signe une tribune libre sur la crise²⁶. Il y souligne ce qu'elle n'est pas, « Ce n'est pas un problème de vivre ensemble. N'est-ce pas cette région qui accueille à bras ouverts des milliers de Camerounais fuyant l'indigénat et les travaux forcés ? C'est elle aussi qui donna refuge à de nombreux upécistes traqués par les forces coloniales », avant de dire ce qu'il pense qu'elle tient en six points :

- (i) la critique de l'Etat centralisé,
- (ii) le transfert des centres de décision de Yaoundé, loin des populations et de leurs problèmes,
- (iii) le non-respect des engagements relatifs à la prise en compte, de manière équitable, des cultures et traditions institutionnelles, juridiques, administratives...héritées des anciennes puissances administrantes,
- (iv) le non-respect des promesses solennelles faites pendant la campagne référendaire,
- (v) le changement du nom de l'Etat : remplacement de « la République Unie du Cameroun » par « la République du Cameroun » et
- (vi) le non-respect du bilinguisme dans le secteur public, bien que la Constitution fasse du

français et de l'anglais deux langues officielles d'égale valeur. L'ancien ministre Abouem A Tchoyi avait déjà fait un passage remarquée sur la question à la télévision Spectrum (Stv) invité de Dipita Ntongo dans la cadre de l'émission « Entretien avec... », édition du 14 janvier 2017²⁷.

17 janvier 2017 : Le Ministre de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation signe un texte interdisant le Southern Cameroons National Council (SCNC) et le Consortium de la société civile²⁸.

Le même jour, le Ministre de la Communication, Issa Tchiroma Bakary affirme lors d'un point de presse (où) : « Il est inconcevable, voire impensable de croire un seul instant que du fait d'un héritage politico-culturel qui a formaté notre modèle sociétal, du fait de cet héritage dont nous sommes tous fiers, le Président de la République en vienne à s'exonérer d'une mission régaliennne que lui a confié le peuple souverain (...) ». Ce même jour aussi, Fontem Afoteka'a (enseignant), Nkongho Félix Agbor Balla (avocat) et Mancho Bbixy alias Bbc (animateur radio) sont arrêtés et transférés à Yaoundé.

18 janvier 2017 : Laurent Eso, ministre d'État, ministre de la Justice Garde des Sceaux, remet solennellement 303 exemplaires du Code pénal, des actes Uniformes OHADA (Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires) et traités version anglaise, à Nié Albert Nganjé et Émile Essombè. Ces derniers sont respectivement

²⁶ <http://www.camer.be/57167/6:1/cameroun-tensions-regions-du-sud-ouest-et-du-nord-ouest-lanciengouverneur-david-abouem-a-tchoyi-remet-la-balle-au-centre-cameroon.html>

²⁷ <https://www.youtube.com/watch?v=3qLURPQxNuA>

²⁸ <https://www.lebledparle.com/actu/politique/1102012-camgouverneur-david-abouem-a-tchoyi-remet-la-balle-au-centre-cameroon.html>

Procureurs près les Cour d'appel des Régions du Nord-Ouest et Sud-Ouest²⁹.

19 janvier 2017 : le gouvernement prend la décision de couper la connexion internet dans les deux régions anglophones, en dehors des voies satellitaires³⁰. Motif officiel ? La « préservation de l'ordre public », après la diffusion de « fausses informations » sur les réseaux sociaux... L'ONG « Internet sans frontières » estime à 310 millions de francs CFA les pertes, par jour de coupure, pour le secteur économique. Inspirée par le hashtag #BringBackOurGirls destiné à soutenir les lycéennes nigérianes victimes de rapt, la toile « camerounophile » a lancé #BringBackOurInternet (« Rendez-nous notre Internet »). Cette campagne de résistance au musellement a enregistré le soutien précieux du lanceur d'alerte américain Edward Snowden.

20 janvier 2017 : Publication d'un communiqué du Conseil National de la Communication menaçant de suspension ou de fermeture tout organe qui traiterai dans ses espaces ou colonnes de la question du fédéralisme³¹.

21 janvier 2017 : Arrestation de Paul Ayah Abine, ancien député Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais (RDPC), Avocat Général près la Cour Suprême et détention au Secrétariat d'Etat à la Défense. En plus de n'avoir pas vu la procédure relative à la mise en accusation des magistrats de la Cour Suprême s'appliquer dans son cas, il y a quelques

jours, il se plaindra de n'avoir toujours pas été notifié des charges qui pèsent sur lui, près de deux mois après avoir été « enlevé »³². Me Emmanuel Simh, avocat, rappelle la procédure à suivre : « L'arrestation de Paul Ayah Abine est une violation du Code de procédure pénale. Lorsqu'un magistrat est susceptible d'être poursuivi, le procureur général compétent présente une requête au président de la Cour suprême qui désigne un magistrat chargé d'instruire l'affaire et trois autres, d'un rang au moins égal à celui du mis en cause, au niveau de la hiérarchie de la Cour suprême »³³.

23 janvier 2017 : par le décret n°2017/013, le Chef de l'Etat crée la Commission Nationale de Promotion du Bilinguisme et du Multiculturalisme, placée sous son autorité et dont les missions devraient permettre de maintenir la paix, consolider l'unité nationale et la pratique du vivre ensemble des populations.

24 janvier 2017 : Jacques Fame Ndong, Ministre de l'Enseignement supérieur, dans Cameroon Tribune, souligne que : « Nous devons absolument préserver, consolider et densifier les sous-systèmes éducatifs anglophones ». Alors que quelques semaines plus tôt, il avait signé un communiqué dans lequel il demandait aux parents enseignants et étudiants confondus de « faire prévaloir le droit à l'éducation inhérent à la Constitution et de ne pas céder aux manœuvres répréhensibles qui relèvent de la guerre psychologique ».

²⁹ <http://www.cameroon-info.net/article/cameroun-crise-anglophone-volte-face-des-ministres-du-president-paulbiya-280461.html>

³⁰ <http://www.investiraucameroun.com/telecom/1901-8423-internet-suspendu-dans-les-2-regions-anglophonesdu-cameroun>

³¹ <https://www.voaafrique.com/a/cameroun-crise-anglophone-medias-mis-en-garde-contre-apologiefederalisme/3685311.html> et <http://www.cameroon-info.net/article/cameroun-crise-anglophone-le-conseil-nationalde-la-communication-cnc-menace-de-fermer-les-279807.html>

³² <http://www.camer.be/597Z-lettre-paul-ayah-abine-detenu-au-sed-ecrit-aux-camerounaiscameroon.html> et <http://www.cameroon-info.net/article/cameroun-paul-ayah-abine-sans-surprise-tous-lesmagistrats-qui-ont-examine-mon-affaire-296430.html>

³³ <http://www.cameroon-info.net/article/cameroun-affaire-paul-ayah-abine-les-magistrats-sont-ils-de-grandstaiseux-285240.html>

25 janvier 2017 : Le Ministre de la Communication affirme sur RFI : « Nous disons que dans le cadre de la décentralisation, dans le cadre de l'application intégrale du bilinguisme, il n'y a pas de problème qui ne trouve pas de solution »³⁴.

31 janvier 2017 : au cours d'une audience que leur accorde le premier ministre en présence de Jacques Fame Ndongo, ministre de l'Enseignement supérieur et souvent présenté comme « la plume » du Chef de l'Etat, les Evêques anglophones ont demandé au gouvernement de rouvrir les négociations avec toutes les parties impliquées pour une solution pacifique de la crise.

10 février 2017 : le Chef de l'Etat, dans son discours à la jeunesse déclare ceci : « Face à cette situation, le gouvernement a été amené à prendre des mesures pour maintenir l'ordre, assurer la sécurité des citoyens et de leurs biens, et mettre à la disposition de la justice leurs auteurs et suspects des agissements criminels que je viens de mentionner. Cette action nécessaire va se poursuivre dans le respect des lois et règlements de la République »³⁵.

13 février 2017 : première audience du procès de Fontem Afoteka'a, Nkongho Félix Agbor Balla et Mancho Bbixy alias Bbc, représentés par la crème des avocats camerounais au nombre desquels Ben Muna, Charles Tchoungang, et Patrice Monthé que rejoindra Maurice Kamto quelques semaines plus tard. A cette occasion,

ils ont dénoncé l'interdiction du droit de visite et les humiliations subies par leurs clients. La moindre n'étant pas le fait de leur notifier les actes d'accusation en français, en plus d'être détenus et jugés hors de leur lieu de résidence et de production des actes querellés.

15 février 2017 : Issa Tchiroma Bakari, Ministre de la Communication et porte-parole du gouvernement réunit la presse pour, dit-il : « faire le point sur les procédures judiciaires visant certaines personnes mises en cause suite aux événements intervenus dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest ». Il y dit en substance : « 82 personnes ont été interpellées, et 21 ont été par la suite remises en liberté à la date d'aujourd'hui. Parmi les 61 personnes toujours en détention, 31 sont en instance de jugement devant la juridiction compétente, à savoir le Tribunal militaire de Yaoundé. Il est à noter que parmi les personnes en instance de jugement, l'une d'elles est poursuivie libre ».

Pour rappel, il a indiqué pour quels chefs d'accusation, le gouvernement entend faire entendre la prééminence de la puissance publique : « actes de terrorisme, hostilité contre la patrie, sécession, révolution, insurrection, outrage au président de la République, outrage aux corps constitués et aux fonctionnaires, rébellion en groupe, guerre civile, propagation de fausses nouvelles, apologie de crimes » dont certains sont passibles de la peine de mort depuis l'adoption de la loi du 23 décembre 2014 sur le

³⁴ Ecouter l'interview sur ce lien <http://www.rfi.fr/emission/20170125-cameroun-tchiroma-bakary-dialoguefederalisme-tumi-anglophone-francophone>

³⁵ Lire l'intégralité de ce discours sur ce lien <https://www.prc.cm/fr/actualites/2150-51eme-edition-de-la-fete-de-la-jeunesse-message-de-s-e-m-paul-biya>

terrorisme dont l'article 2 stipule : «Est puni de la peine de mort, celui qui, à titre personnel, en complicité ou en coaction, commet tout acte ou menace susceptibles de causer la mort, de mettre en danger l'intégrité physique, d'occasionner des dommages corporels ou matériels, des dommages des ressources naturelles, à l'environnement».

Le même jour, un groupe de parlementaires anglophones du Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais (RDPC), réunis autour de Simon Achidi Achu, ancien premier ministre et Vice-président du Sénat, invite le Chef de l'Etat à écouter la voix du peuple en faisant libérer les activistes pour apaiser les tensions et faciliter la résolution de la crise. Un geste attendu de la part du gouvernement et réclamé déjà par les organisations de la société civile et les chefs traditionnels du Nord-Ouest.

03 mars 2017 : les bâtiments de la Faculté de médecine de l'Université de Bamenda sont incendiés par des personnes non identifiées.

06 mars 2017 : l'hebdomadaire «La Nouvelle» fait savoir que les séparatistes du « Southern Cameroon » encore appelée « République d'Ambazonie» seraient en train de mettre sur pied une armée, la « Southern Cameroon Defense Forces », avec des appuis américains avec en toile de fond l'exploitation du pétrole de Bakassi. Un certain Nsoh Foncha Nkem se déclare Chef d'État-Major de cette armée. Position partagée par le géopoliticien Luc

Michel. Le journal dit « avoir tenté de recouper des informations auprès des forces de défenses camerounaises, mais rien ne filtre, et aucun démenti n'a été formulé. Ce qui pourrait laisser croire que la menace a tout de même été prise au sérieux ».

15 mars 2017 : Paul Biya nomme les membres de la Commission Nationale de Promotion du Bilinguisme et du Multiculturalisme, avec comme président Peter Mafany Musonge, ancien premier ministre, Grand Chancelier des Ordres Nationaux qu'il cumule avec la position pourtant incompatible de sénateur (nommé), entre autres nombreuses casquettes, un homme qui ne s'est pas privé au plus fort de la crise d'accuser publiquement les élites anglophones du Nord-Ouest d'animer la grève et les révoltes dans leur si « douce et paisible » région du Sud-Ouest, souhaitant faire des originaires de cette dernière les esclaves de ceux du Nord-Ouest, et appelant ainsi les populations à se constituer en groupes pour appuyer les autorités et les forces de l'ordre dans la répression contre les grévistes. Comment obtenir d'un tel homme qu'il réussisse dans sa mission si tant est que cette commission servira effectivement à quelque chose dans la résolution de la crise ?

19 mars 2017 : D'après le quotidien Le Jour, plusieurs personnes ont reçu un message les informant de l'ouverture d'un compte bancaire à la Bank of America pour financer le « Southern Cameroon » encore appelé «

Ambazonie ».

23 mars 2017 : deuxième audience du procès contre les activistes Fontem Afoteka'a, Nkongho Félix Agbor Balla et Mancho Bbixy alias Bbc. Devant l'absence des témoins que l'accusation devait présenter, les avocats des défenseurs introduisent une demande de mise en liberté provisoire. Le juge décide de l'examiner le 27 avril prochain.

Le même jour, le deuxième procès contre 25 activistes dont Mancho Bbixy alias « Bbc » accusés « d'actes de terrorisme, rébellion, hostilité à la patrie, dégradation des biens publics, pillage en bandes ». Ils ont tous plaidé non coupables et l'affaire a été renvoyée au 27 avril.

Un troisième procès s'est ouvert le même jour contre 5 activistes pour « actes de terrorisme, complicité d'hostilité à la patrie, succession et financement de terrorisme ». L'affaire a été également renvoyée au 27 avril pour comparution des témoins de l'accusation.

Bon à savoir : trois fois, le Premier ministre, chef du gouvernement, Philemon Yang, d'expression anglaise originaire du Nord-Ouest a été dépêché par le Chef de l'Etat pour trouver une solution à la crise. Trois fois, il y a eu échec. Il y a pourtant rencontré les leaders syndicaux, les parents d'élèves, les chefs traditionnels, les organisations de la société civile³⁶. Mais s'est tiré, comme on dit, « plusieurs balles dans

les pieds » en rappelant que la forme unitaire de l'Etat était non négociable et que c'est un crime d'empêcher aux enfants d'aller à l'école et aux commerçants de faire leur commerce. Comment croit-il réussir sa pacification en tenant un tel discours ? Au mieux, il paraît aux yeux des autres concitoyens d'expression anglaise sinon comme un homme mou, sans épaisseur, et qui fait pitié, du moins comme un « traître » qui, malgré le pouvoir dont il dispose -si tant est qu'il en est le moindre- ne fait rien pour faire entendre la cause de tous les « anglophones ». Dans les deux cas, il est coupable et condamné. Et son patron le sait en l'envoyant au casse-pipe.

Quelle lecture le gouvernement veut-il que les populations d'expression anglaise, notamment celles vivant au Nord-Ouest et au Sud-Ouest, fassent des effets d'annonce tendant à souligner que tout est rentré dans l'ordre alors qu'il n'y pas une once d'avancée sur les revendications de départ et les complications liées à l'arrestation de ceux qui ont eu le courage de braver l'Etat pour que la cause des « muets » de ces régions soit entendue ? Il y a là une volonté établie de brouiller les cartes alors qu'en face, la détermination grandit au jour le jour. Désormais, la libération sans condition de ces activistes constitue l'une des conditions non négociables à la reprise du dialogue, en plus du rétablissement de la connexion Internet ainsi que la démilitarisation des zones dites « anglophones ». Comment reculer sans perdre la face ? Telle est la question qui taraude le

³⁶ De novembre 2016 à mars 2017, il a effectué trois missions. <http://www.journalducameroun.com/criseanglophone-pm-de-nouveau-nord-ouest/> ou <http://www.journalducameroun.com/cameroun-philemon-yang-jouela-carte-de-lapaisement-a-bamenda/>

gouvernement après toutes ses bourdes et une espèce d'inclination au bluff. Perdre la face, actuellement³⁷, ne serait plus seulement la perdre avec les « anglophones ».

2. Enjeux communicationnels : comment communiquer au 21e siècle quand on est un gouvernement aux abois ?

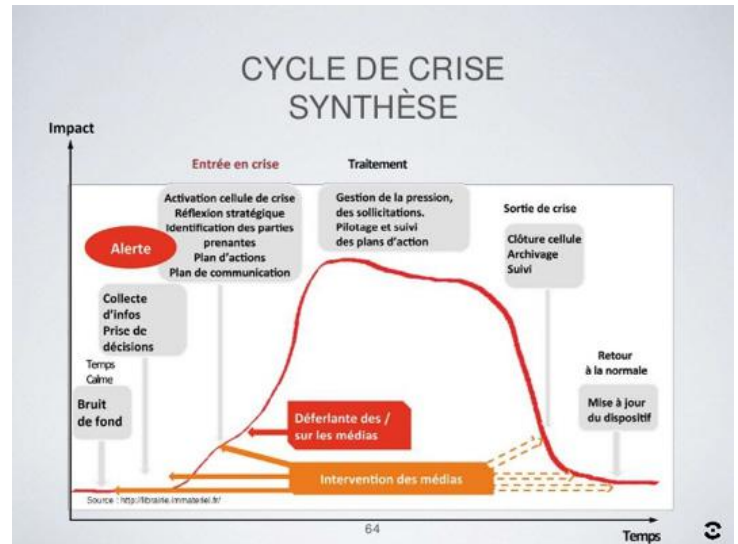
Quand il faudra faire le bilan de cette crise, ce qui frappera les esprits, à coup sûr, c'est la question de la communication, notamment la « communication gouvernementale » vue sous le triple prisme de la communication de crise, de la communication politique et de la communication sociale.

La faute est doublée de circonstances aggravantes, surtout lorsqu'on sait que la communication du Grand parti national, celle du président de la République et celle du gouvernement ont longtemps été – et le sont sans doute encore – l'apanage de l'un des plus grands enseignants de communication que le pays ait enfantés. C'est dire à quel point la responsabilité de ces « lumières du peuple » est engagée quand on regarde les efforts développer pour fouler aux pieds les préceptes qu'ils enseignent par ailleurs à l'université.

(i) Communication de crise : la triple erreur du gouvernement

La communication de crise est un élément crucial dans un bon système de gestion de crise. Elle contribue à limiter les impacts

négatifs des crises en répondant de façon efficace, ponctuelle et responsable aux besoins d'information de toutes les parties prenantes.



Source : librairie.immateriel.fr

La communication de crise est entrée dans une nouvelle ère depuis l'avènement d'Internet et en particulier des réseaux sociaux (Facebook, Twitter, Imo, Instagram, etc...). Désormais, consommateurs, militants, citoyens disposent de médias accessibles, disponibles en permanence pour exprimer leur mécontentement et mobiliser leurs pairs : blogs, forums des grands sites, en plus des réseaux sociaux. Les médias traditionnels, il faut le rappeler, utilisent de plus en plus le web comme source d'information (son taux de pénétration au Cameroun en ce moment ?). Ce nouveau contexte augmente la

³⁷ Entre la date de rédaction (mars 2017) et de présentation de cette réflexion (avril 2017) et la date de publication des Cahiers de Mapinduzi, la situation a sérieusement évolué, prenant en compte certains aspects exposés ici.

pression sur les entreprises, les institutions et particulièrement nos gouvernements : il renforce par conséquent l'accès à l'information, les exigences de réactivité et modifie les modalités transactionnelles.

Or, dans le cadre de la gestion de la crise dite « anglophone », le gouvernement s'est pris les pieds dans le tapis plusieurs fois au lieu d'adopter la stratégie de la reconnaissance qui aurait permis, avec un mea culpa, d'aller au cœur du problème avec des assises élargies et de questionner le mal à la racine [développe davantage cet aspect avec des détails précis]. Il a plutôt adopté et implémenté quasiment toutes les facettes des stratégies du détournement et de la contre-attaque et pas forcément dans un ordre chronologique, et même quelquefois combinées :

♦ **Première stratégie** : le détournement

Le complot de l'accusateur : Jamais les Camerounais n'avaient autant été habitués à entendre parler de « gens tapis dans l'ombre », d'« ennemis de la République » que depuis qu'un ancien opposant au régime est le porte-parole du gouvernement. Et cela n'a pas manqué de revenir au moment d'évoquer la crise dite « anglophone » ou des régions qualifiées comme telles.

♦ **Deuxième stratégie** : la contre-attaque Le déni de la crise : Dès les premiers moments, le gouvernement a répété qu'il n'y avait aucune crise à Bamenda³⁸, où tout avait commencé,

ni dans les régions « anglophones ». A grand renfort de publicité -il l'a martelé et quand les images ont inondé la Toile- il a changé de discours en reconnaissant l'existence d'un problème mais en s'empressant de le minimiser, en invoquant qu'il y a plus grave que le problème « anglophone ». Ce d'autant plus que l'actualité de l'Extrême Nord, y a contribué, avec notamment la lutte contre la nébuleuse terroriste Boko Haram qui a valu d'ailleurs au pays de connaître le premier décès d'un général d'armée sur le front³⁹.

L'accusation d'autrui : Cette formule a l'avantage de détourner le regard des vrais coupables de la situation. Elle est assez proche de la formule ci-dessous, en ce qu'elle dédouane le gouvernement en poussant le public à regarder ailleurs, dans la brume de la faune infinie des acteurs autres que ceux qui ont la charge de conduire la Nation. Et elle semble avoir marché, si l'on se fie aux nombreuses prises de paroles d'« Anglophones » de l'appareil d'Etat et des « Francophones » habitués à écumer les plateaux de radio et de télévision. Avec en toile de fond l'agitation du spectre hideux de la sécession, présentée comme enjeu réel des revendications anglophones.

L'identification de fusibles ou boucs-émissaires : En choisissant de contrattaquer, le gouvernement s'est sans doute mis dans une posture dont il aura du mal à sortir indemne pour la simple raison qu'il y a beaucoup de trop de précédents dont les Camerounais gardent le

³⁸ Interviews des Ministres Issa Tchiroma, Jacques Fame Ndongo et d'autres dans Cameroon Tribune et CRTV, sur RFI et dans d'autres organes de presse nationale et internationale.

³⁹ Le général de brigade Jacob Kodji, commandant la 4e région militaire inter armées et le colonel Kameni, commandant de la 4e région de gendarmerie ont péri dans un crash de leur hélicoptère le 22 janvier 2017, lors d'un raid contre Boko Haram

souvenir vivace. Et peu importe qu'il ait choisi la formule de ne pas faire de commentaire ou de dire, comme on l'a maintes fois vu avec des titres pompeux de la presse publique (CRTV et Cameroon Tribune) sur un retour à la normale plusieurs fois démentis par une réalité se durcissant chaque jour davantage, que la crise relève du passé, la vérité est que le pays est loin d'en avoir fini avec la crise. Alors le gouvernement, définitivement terré dans la contrattaque a sorti ce qu'il ne fallait surtout pas sortir : la formule du fusible ou du bouc-émissaire.

De nombreuses personnes ont fait l'objet d'arrestations dans les deux régions et ont été déportées à Yaoundé pour y être jugés – excusez du peu ! – par le Tribunal Militaire ! En matière de complexe de Gribouille⁴⁰, on ne pouvait mieux faire ! Résultat des courses, même si les leaders de la contestation jouissaient d'une côte de popularité discutable au sein de la population « anglophone », ils ont par leur arrestation et les premières révélations de leurs conditions de détention, cristallisé toutes les attentions et émotions des « anglophones » au point où une grande majorité pour ne pas dire tous, prendra fait et cause pour eux. A l'exception, bien sûr, de ceux qui attablés avec le Prince, jouissent de nombreux avantages de leur position lénifiante.

Et, mesure des plus incompréhensibles, à la fois sur le plan de son coût politique, social, économique et stratégique : la coupure

d'internet dans les deux régions anglophones jusqu'à nouvel avis depuis janvier 2017. A date, certaines organisations parlent de plusieurs milliards de FCFA de pertes pour l'économie nationale et pour les divers acteurs économiques, compte non tenu de ce que cela implique pour les individus à une ère où Internet est tout simplement devenu un droit humain au même titre que le droit à la vie ou à l'information. Les villes mortes sont passées d'un jour par semaine à trois. Les commerçants du marché Mboppi (Douala) évoquent une baisse de plus de 40% de leurs chiffres d'affaires et des graves difficultés à rentrer en possession à Tiko ou Kumba de leurs marchandises venant du Nigéria, le plus grand partenaire du Cameroun avec 3,5% en moyenne d'importations de produits camerounais et 17 à 22% en moyenne d'exportations sur le Cameroun⁴¹.

En fin de compte, le gouvernement a manqué l'occasion de redorer son blason en travaillant sur la prise de parole modérée sur la crise, sur la différence entre réalité objective et réalité perçue, sur la nécessité de jouer sur la réactivité, l'empathie et la reconnaissance des responsabilités, sur le leadership (le Premier ministre s'exprimant dans les médias plutôt que le ministre de la Communication) et un maximum de transparence (sur les efforts menés pour solutionner la crise), sur la cohérence entre le discours, les actes et leur démonstration.

⁴⁰ Gribouille est une personne désordonnée, naïve et sottre, qui se précipite dans des difficultés plus grandes que celles qu'elle veut éviter

⁴¹ <http://www.investiraucameroun.com/commerce/1208-3537-le-nigeria-devient-le-premier-fournisseur-ducameroun> et http://www.cameroun24.net/actualite-cameroun-infoNigeria___la_recette_salee_de_la_crise_du_Camerou-37565.html

Au fond, le mal ne vient-il pas de beaucoup plus loin, amplifié par la gestion chaotique de la catastrophe ferroviaire de 21 octobre 2016 ? Assurément ! Car le « follow up » de cette précédente crise ayant endeuillé des familles « anglophones » et « francophones », dont le monde entier attendait les résultats de l'enquête annoncée à grand renfort de publicité, n'a jamais eu lieu. Or dans la foulée, des revendications longtemps contenues d'avocats et enseignants a surgi à Bamenda.

Le Cameroun a donc depuis longtemps mal avec la gestion des crises et sa communication de crise. Ce qui depuis longtemps affecte la réputation du gouvernement et, partant, du label « Cameroun » à l'étranger.

(ii) Communication politique : l'opportunité manquée de vendre du rêve !

La communication politique peut être définie comme un champ où se définissent, se croisent et se mettent en œuvre six formes d'agir : un agir téléologique, un agir axiologique, un agir affectuel, un agir par habitus, un agir dramaturgique et un agir communicationnel. D'après André Gosselin, elle « se déploie d'abord sur ce que l'on peut nommer des territoires (...) comme lorsqu'il est question de communication politique à l'échelle locale, régionale, nationale ou internationale, ou lorsqu'il est question de communication politique des Etats, partis, groupes de pression, syndicats, mouvements sociaux et entreprises. (...) Les arènes de la communication sont constituées par l'ensemble

des dispositifs, des formules, des cadres, des règles et des stratégies qui définissent les situations d'interaction où les discours des acteurs politiques peuvent se confronter, se diffuser publiquement et s'évaluer »⁴². Ces arènes peuvent, être entre autres, les débats télévisés, les cours de justice et procès politico-médiatiques, la presse d'opinion, la presse commerciale de masse, les médias audiovisuels de masse, les conférences de presse.

Seulement, trente cinq ans de règne, surtout avec les résultats que l'on sait, cela finit par user des deux côtés de la barrière : d'une part des gouvernants qui savent qu'ils ont longtemps réussi à tenir la barque en réalisant le strict minimum et qu'il n'y a aucune raison de s'essouffler outre mesure ; de l'autre, des gouvernés désabusés d'avoir trop souvent été dupé par un discours déconnecté de la réalité et sans effets positifs de longue durée sur leurs conditions de vie.

La réussite de l'échec du pouvoir en place est d'avoir contaminé tout discours politique de quelque bord que ce soit au point où les Camerounais ont renoncé à rêver. « On va faire comment ? »⁴³ ayant réussi à être une philosophie de vie qui, inconsciemment au cours des trois dernières décennies, a bâti une mentalité de résilient dont aujourd'hui le gouvernement se gausse, mais qui est le fait d'une production inconsciente de schémas de survie dont les différents acteurs de l'espace social camerounais se rendus experts.

⁴² André Gosselin, « La communication politique. Cartographie d'un champ de recherche et d'activités », Hermès, La Revue 1995/3 (n° 17-18), p. 17-33.

⁴³ Une expression populaire au Cameroun et qui est une marque de résignation devant les difficultés rencontrées et la porte ouverte à des compromis.

(iii) Communication sociale : incapacité à impulser un changement de comportement

La communication sociale est cette forme de communication qui pré-vend un ou des d'attitudes et comportements sociaux que l'on souhaite voir modifier au sein de la population. Elle suppose, entre autres conditions de succès, que les personnes citées comme modèles ou porteuses de cet « évangile » aient la crédibilité nécessaire.

Quand la règle de deux poids deux mesures est régulièrement utilisée, il devient difficile après coup d'espérer un comportement univoque de la part des interlocuteurs. Le gouvernement semble l'avoir oublié, lui qui rien que dans la gestion de la crise anglophone a multiplié le double langage et le contournement de la loi. Exemple : Le 15 février 2017, au cours du point de presse qu'il a tenu pour informer l'opinion nationale et internationale du sort des activistes arrêtés en régions « anglophones » et transférés à Yaoundé, il va s'autoriser des commentaires menus sur la(s) procédure(s) judiciaire(s) en cours, au mépris de la loi. Il a refusé de répondre aux questions des journalistes en se réfugiant habilement derrière l'article 169 du Code Pénal relatif aux commentaires tendancieux, qui expose celui qui relate publiquement une procédure judiciaire non définitivement jugée dans les conditions telles qu'il influence même non intentionnellement, l'opinion d'autrui pour ou contre l'une des parties, à des sanctions

pénales pouvant aller jusqu'à trois mois d'emprisonnement ferme. Mais les propos tenus ce jour-là ne visaient-ils pas à influencer l'opinion ? Lorsque dans une communication gouvernementale, en l'absence du commissaire de gouvernement, ou simplement du Ministre de la Justice, Issa Tchiroma s'autorise des développements sur les fondements légaux des poursuites judiciaires, ne remplit-il pas en ce moment l'unique mission de légitimation au sein de l'opinion, d'une procédure querellée ? Surtout quand dans le même temps, il ne dit strictement rien du sort judiciaire réservé aux militaires, gendarmes et policiers qui ont sauvagement réprimé des étudiants et autres manifestants dont certains ont perdu la vie... Cette manière de faire délégitime le gouvernement à impulser des changements de comportements chez les Camerounais alors que tout le monde s'accorde à dire que de nombreux comportements gagneraient à être corrigés si le pays veut se projeter de manière résolue vers son développement : incivisme urbain et fiscal, corruption, détournement de deniers publics, etc.

3. Jeunesse et pouvoir : prémices d'une redéfinition du jeu des acteurs politiques au Cameroun

Il y aura un avant et un après la « crise anglophone » au Cameroun. Et ceci pour trois raisons essentielles : beaucoup d'eau a coulé sous les ponts depuis 1990 et les vents de démocratisation (i), les modes de vie et

surtout de communication ont décentré les sources de production et de consommation de l'information (ii), les discours politiques ne peuvent plus se contenter d'être des vœux pieux ressassés à longueur de mandat (iii) et les dissonances de l'analyse transactionnelle au Cameroun interpelle sur le type et la qualité de discours que les politiques tiennent notamment aux jeunes.

(i) Les temps ont changé depuis 1990 et l'effritement bien pensé de l'offre politique

Avec les vents d'Est, la décennie 1990 a vu fleurir en Afrique des acteurs politiques qui se découvraient un destin national ou se (re)découvraient une virginité politique après avoir été au cœur des systèmes politiques autocrates. Les populations, oubliées des brimades, humiliations, meurtres, ou tout simplement peu portées à la rancune, ont tout de suite adopté ces nouveaux messies sans être très exigeantes sur leur projet de société. Près de trois décennies plus tard, une pluie de désillusions essuyée, les populations se retrouvent désabusées et en quête de nouvelles voix, de nouveaux modèles, de nouveaux messies. Les pouvoirs en place ayant réussi à éroder la confiance des populations dans les oppositions formelles ou informelles, l'on a assisté à un effritement voire un essoufflement de l'offre politique au moment même où le constat s'impose qu'il y a une forte demande de renouvellement du personnel politique du pouvoir comme de l'opposition⁴⁴.

Au Cameroun, le principal parti d'opposition est un parti dont les ambitions nationales ont savamment été ramenées à des proportions régionales pour ne pas dire strictement « anglophones », comme l'origine de son président et de la majorité de son personnel politique. Le Social Democratic Front (SDF) - pour ne pas le nommer - a depuis sa naissance à Bamenda en 1991, vu son influence et sa recette politique s'amenuiser progressivement alors que dans le même temps, quelques cadres se dotaient de « titres fonciers » aux postes occupés. A titre d'exemples : le Chairman de ce parti est à sa 26^e année ininterrompue à la tête du parti et n'est pas près de passer la main ! Joseph Mbah Ndam est vice-président de l'Assemblée nationale depuis 1997 tandis que Awudu Mbaya Cyprian, questeur à l'Assemblée, l'est depuis 1997. Joseph Banadzem est président du groupe parlementaire SDF à l'Assemblée depuis 1997. Jean Tsomelou, son homologue au Sénat et nouveau secrétaire général du parti, a été élu député en 1997 puis sénateur en 2013. En cinq ans, la première formation d'opposition du Cameroun a perdu une partie de son implantation territoriale. Alors que le SDF avait présenté 103 personnes aux législatives de 2007, il n'en a soutenu que 64 en 2013. Pis : non seulement ce nombre est déjà bien insuffisant pour espérer contrôler une Assemblée de 180 députés, le parti était aussi absent de l'Adamaoua, du Centre, de l'Est, de l'Extrême-Nord et du Sud, soit de cinq des dix grandes régions qui composent le pays.

⁴⁴ Lire Momar Coumba-Diop, *Les figures du politique en Afrique: des pouvoirs hérités aux pouvoirs élus*, Kartala, Paris, 1999 ou encore Luc Sindjoun et al, *L'Afrique politique: démocratie plurale et démocratie non libérale, guerre et paix : de la Corne à Pretoria*, Kartala, Paris, 2000 et Fanny Pigeaud, *Au Cameroun de Paul Biya*, Kartala, Paris, 2011

Autre symbole : en 1996, le SDF dirigeait 70 communes sur 360 et comptait 43 députés. À l'heure actuelle, il n'a plus dans son giron que 23 mairies et un contingent de 18 députés, tandis que le RDPC, qui ne se prive pas de s'appuyer sur une administration qu'il contrôle, caracole toujours en tête avec 148 représentants à la chambre basse !

(ii) Les modes de vie et surtout de communication ont décentré les sources de production et de consommation de l'information

La digitalisation de la vie en Afrique où l'on évoque un taux de pénétration des smartphones à 68%, un taux de pénétration de l'Internet de l'ordre de 29% et surtout un taux de pénétration des téléphones portables de l'ordre de 60% selon certaines sources. Soit un taux de pénétration de 11% des réseaux sociaux et de 8% de taux de pénétration des réseaux sociaux à partir d'un mobile⁴⁵.

Ces chiffres interpellent d'autant plus que le décentrement des sources de production et de consommation d'information a accompagné cette révolution. Les citoyens ont étoffé leur palette de compétences et sont devenus producteurs de l'information instantanée, au point de devenir des concurrents sérieux des professionnels de l'information!⁴⁶ De même, ces citoyens ont vu se multiplier sous leurs yeux les sources d'information⁴⁷, mettant en difficulté les gouvernants qui n'ont pas fait le pas de la digitalisation et réformer en conséquence leur

regard sur l'obligation d'informer les gouvernés de manière proactive.

(iii) Les discours politiques ne peuvent plus se contenter d'être des vœux pieux ressassés à longueur de mandat !

Longtemps, les hommes politiques, notamment ceux au pouvoir et du système gouvernant, ont cru pouvoir se contenter de vœux pieux mille fois répétés sans se lasser ! Devant une demande pressante de plus de redevabilité ou a minima plus d'échanges avec les populations à la base, ils ont quelquefois forcé leur nature, changer la façon de gouverner ou tout simplement augmenter la fréquence de leurs échanges avec les populations. Au Cameroun, la crise anglophone a poussé Paul Biya à se faire violence, de manière « historique ». En effet, habitués à voir le Chef de l'Etat prendre la parole à trois occasions par an : la cérémonie des vœux du Corps diplomatique et des corps constitués, la fête de la jeunesse, et le discours de fin d'année, les Camerounais ont vu Paul Biya s'exprimer trois fois en une semaine : les 3, 8 et 10 février 2017. Avec comme fil d'Ariane, l'unité nationale. La première au Quartier Général de Yaoundé pour rendre hommage à trois officiers de l'armée, dont un général, tués dans un crash d'hélicoptère dans une opération de la lutte contre Boko Haram⁴⁸. La deuxième pour féliciter les Lions Indomptables du football revenus de la Coupe d'Afrique des Nations « Gabon 2017 » avec le trophée de champions, et la troisième étant la traditionnelle adresse à la

⁴⁵ <https://www.ticmag.net/cameroun-selon-jumia-taux-de-penetration-dinternet-cameroun-desormais-de-21/>

⁴⁶ Les Observateurs de France 24 en est une bonne illustration

⁴⁷ Les réseaux sociaux sont devenus la principale source d'information des Camerounais

⁴⁸ Sources Op. Cit.

jeunesse. Pour cette dernière, il s'agit d'une date qui n'est pas innocente sur le plan mémoriel et historique, et elle nous renseigne en partie sur ce qui se passe en zones d'expression anglaise. Paul Biya, politicien émérite a joué sur cette date de manière subliminale pour mélanger victoire sportive et gestion victorieuse (?) d'une crise dont il ne semblait pas vouloir parler publiquement, vu le temps qu'il a mis à la reconnaître comme telle.

En effet, le 31 mai 1961, rappelle Cabral Libii, analyste politique camerounais, « Dans un message à la nation le 31 mai 1961, le Président Ahidjo déclara « la force l'a emporté sur la justice »⁴⁹. C'est ainsi que le 1er juin 1961 fût déclaré « jour de deuil national ». Et pour cause, cette date correspond au rattachement officiel du Northern Cameroon au Nigéria, subséquemment au plébiscite organisé le 11 février 1961 à l'issue duquel, le British Cameroon fut partitionné. Cinq ans plus tard, en 1966, le Président Ahidjo décide de transformer le deuil national, en fête nationale. Il choisit donc non pas, le 1er juin qu'il avait pourtant désigné jour de deuil national, mais plutôt le 11 février, date de commémoration du plébiscite qui divisa le British Cameroon⁵⁰. Le paradoxe de cette nouvelle fête réside en ce que, contrairement au jour de deuil qui déplorait la séparation de nos frères du Northern Cameroon, partis au Nigéria, le 11 février, fête nationale, ne va pas célébrer le rattachement de nos compatriotes au Cameroun Oriental. Le jour de fête est plutôt dédié à la jeunesse... Glissement qui va être

diversement interprété. A ce jour, et à la faveur notamment de la crise anglophone, ce choix semble ne pas encore avoir livré tous ses secrets. Toujours est-il, que l'idée de fêter la jeunesse ne venait pas ex nihilo. Dans le Cameroun occidental d'alors, était bel et bien célébrée «the Youth Day» (journée de la jeunesse) qui devait son existence, selon toute vraisemblance, à un autre événement, « the Empire Day » (journée de l'empire) célébrée des années 1950 à 1960 en Grande Bretagne. A côté de cette justification, existent bien d'autres. Tantôt on fait allusion à la volonté présidentielle de s'approprier la philosophie d'une « jeunesse, fer de lance », inspirée par Israël, un pays avec lequel le Président Ahidjo entretenait alors d'excellentes relations, tantôt on invoque la victoire éclatante d'Oryx de Douala, vainqueur de la coupe africaine des Clubs champions, le 7 février 1965 face au Stade Malien, victoire que le Président aurait souhaité graver sur du marbre. La première édition de 1967 fût à ce titre célébrée sous le thème : « Jeunesse et prise de conscience ». En tous cas, si cette victoire de l'Oryx de Douala a vraiment été le mobile profond ou décisif d'Ahidjo, la 51ème édition de 2017, aura donné pleine résonance à cela, du fait de la victoire des Lions Indomptables. Et finalement grâce à ce sacre, la jeunesse aura eu droit à deux discours en l'espace de deux jours. Avec en bonne place évidemment, la jeunesse footballistique. Ce qui se dégage de tout ça c'est qu'en 2017 comme en 1966, le Chef de l'Etat a soigneusement évité de prendre la parole spécialement pour parler de la situation de la

⁴⁹ <http://www.camer.be/49517/11:1/cameroun-et-si-lorigine-de-la-fete-de-la-jeunesse-metait-conteecameroun.html>

⁵⁰ Lire sur la question Bongfem Chem Langhëë mais aussi ou Joseph Owona Ntsama

partie « anglophone », mais davantage de noyer son propos dans une occasion n'ayant aucun lien direct avec le problème touchant environ 20% de la population.

Le charme de cette manière de procéder semble ne plus faire son effet toutefois, car la crise perdure⁵¹. Il y a sans doute eu une lassitude progressive devant tant d'effets d'annonce comme cette promesse fait le 10 février 2007 de mettre 236 milliards dans un plan d'action quinquennal en faveur des jeunes, ramenés à 136 milliards le 10 février 2009, et à 102 milliards le 10 février 2017 sur un plan triennal cette fois.

(iv) Les dissonances de l'analyse transactionnelle au Cameroun : qui dit quoi aux jeunes ?

Théorie élaborée dans les années 1950 par Eric Berne, l'analyse transactionnelle n'est plus seulement « Ce qui se passe dans l'intervalle, entre bonjour et au revoir, (relevant) d'une théorie spécifique de la personnalité et de la dynamique de groupe (...) »⁵², car aujourd'hui elle est couplée à d'autres approches comme la systémique de l'École de Palo Alto⁵³.

Par ses – très rares – prises de parole et leur timing, par leur contenu, par ses silences qui ont inspiré toute une thèse récemment soutenue à l'Université de Yaoundé II⁵⁴, par sa gestuelle, ses tenues et leur couleur, le Chef de l'Etat camerounais est tout le temps en train de

communiquer. C'est à croire que c'est un incorrigible chercheur en communication et le Cameroun est son cobaye, tandis que l'espace médiatique est son laboratoire ! Or, en décidant même de s'exprimer, d'agir et de le démontrer, le Chef de l'Etat a failli à trois niveaux au moins : le timing (il a choisi de s'exprimer le plus tard possible), le contenu (la posture d'Etat à laquelle il a habitué les Camerounais est celle de la distance : plus que les mots, en n'effectuant pas une visite dans ces deux régions avant que la crise ne gagne en ampleur, lui réputé par ailleurs grand voyageur, il a manqué le coche au niveau du contenu) et enfin les actes (en choisissant de faire arrêter les leaders du Consortium, l'Avocat Général près de la Cour Suprême, des avocats, de faire entendre sur des chefs d'accusation passibles de peine de mort Akere Muna⁵⁵ reconnu comme l'un des hommes les plus intègres du pays ou de créer le 21 janvier 2017 une Commission nationale de promotion du bilinguisme et du multiculturalisme où il a finalement nommé une pluie de has been⁵⁶ alors qu'il promettait quelques jours plutôt d'y faire jouer un rôle accru aux jeunes), il a démontré son incapacité à résoudre durablement la crise.

Et l'un des moments forts de cette incapacité se joue par devers lui désormais dans le procès hyper-médiatisé – internet dans les régions « anglophones » ou pas – des activistes de la crise anglophone. Après l'impair du tribunal militaire (quand ?) consistant à notifier en français et sans traduction les charges qui pèsent contre

⁵¹ Un commentaire sur cette durée, ici !

⁵² <http://cjbrh.blogspot.com/2014/12/lanalyse-transactionnelle.html>

⁵³ <http://www.communicationorale.com/palo.htm>

⁵⁴ François Marc Modzom, journaliste et rédacteur en chef de langue française à la radio nationale a soutenu le 19 mai 2015 une thèse de Ph.D sur le thème « Les silences présidentiels. Analyse des dispositifs et du traitement médiatique de la communication politique de Paul Biya, président de la République du Cameroun »

⁵⁵ Le 25 mars 2017, après avoir été entendu dans les locaux du Secrétariat d'Etat à la Défense, sur ces graves accusations, Me Akere Muna a publié un communiqué de presse où il relatait les faits qui lui sont reprochés et la procédure en cours contre lui.

⁵⁶ Peter Mafany Musonge, 75 ans, ex-premier ministre, sénateur, Chancelier des ordres nationaux, et président de cette Commission en est le plus grand symbole.

eux, voici que le Président de la République a décidé de nommer Ngwane George Essambe, fondateur d'une Organisation de la société civile basée à Buea, AfricaPhonie, et membre du Consortium pourtant interdit par le régime, dans la Commission Nationale de Promotion du Bilinguisme et du Multiculturalisme...⁵⁷

4. Identité nationale : nécessité de penser les substrats d'une réalité jamais pensée

Plusieurs acteurs et analystes se sont prononcés dans le cadre de cette crise⁵⁸. Certains, y compris des journalistes, se sont risqués à un vocabulaire pour le moins curieux, mais de toute évidence de nature à jeter le trouble dans l'esprit du grand public ou de l'huile sur le feu pour faire simple⁵⁹.

Le débat de fond dans cette affaire a été évoqué par quelques analystes, qui soit ont remis au goût du jour les luttes des pères de l'indépendance du Cameroun, soit ont osé s'aventurer sur un débat que ne veut pas avoir le gouvernement, soit ont compris qu'il était temps de se poser les bonnes questions.

(i) Apprendre des modèles des nations multicommunautaires dans le monde

Le Cameroun n'est pas le premier pays à devoir se pencher sur une assise multicommunautaire. Par conséquent, il a intérêt à étudier les modèles qui ont réussi à fédérer cette richesse et en à faire un tout plutôt qu'un handicap. Au nombre de ces pays, on compte le Liban, l'Inde,

et surtout le Canada et les Etats- Unis.

Le Cameroun n'est pas obligé de répéter les erreurs par lesquels ces pays sont passés, mais tirer d'une étude approfondie des divers modèles qui y ont été expérimentés de la matière pour élaborer son propre modèle.

(ii) Recenser les identités communautaires camerounaises et en faire une synthèse

Le Cameroun revendique pas moins de 240 ethnies⁶⁰ qui présentent une immense variété de cultures et d'héritages divers, ainsi que des modalités d'exercice du pouvoir et de gestion des affaires de la collectivité qui gagnerait à être non seulement recensée, documentée, mais également filtrée afin de proposer par exemple un référendum aux Camerounais, projet enrichi des diverses sensibilités culturelles et ethniques du pays.

(iii) Définir enfin l'identité nationale camerounaise⁶¹

Dotés de tous les matériaux suscités, le Cameroun sera alors capable de définir ce que veut dire « être Camerounais », au-delà des pièces officielles d'identité. Les aspirations les plus profondes des personnes revendiquant leur attache au Cameroun devront dans ces conditions porter sur les piliers suivants par ordre de priorité :

♦ **Le territoire** : La superficie du pays n'est pas seulement l'enjeu de cette claire définition

⁵⁷ Cette Commission créée par le Président de la République et placée sous son autorité a été créée au plus fort de la crise comme réponse politique majeure aux revendications exprimées par les activistes anglophones.

⁵⁸ Simon Achidu Achu (ex-premier ministre), David Abouem à Tchoyi (ex-ministre, et ex-gouverneur des deux régions anglophones) pour ne citer que ceux-là

⁵⁹ Jean Jacques Ze, journaliste en service sur la chaîne de télévision Vision 4, s'est risqué à utiliser le terme « dératiser » pour parler de la répression contre les activistes anglophones

⁶⁰ <https://www.prc.cm/fr/le-cameroun?start=8>

⁶¹ Un colloque avait certes été organisé du 1^{er} au 20 mai 1985 sur l'identité nationale camerounaise. Mais il convient trois décennies plus tard de s'interroger sur ses conclusions et l'exploitation de celles-ci..

du territoire camerounais. Il y va aussi de la question de la claire définition de ses frontières. Car cela a des répercussions sur les rapports avec les pays voisins où se trouvent dans des proportions plus ou moins importantes des prolongements ou extensions de certaines micro-nations ou communautés camerounaises. La question territoriale est aussi celle de savoir comment celui est envisagé et réparti de manière à savoir où situer quelle ambition stratégique, économique, industrielle, universitaire, scientifique, technologique, énergétique, militaire, forestière, faunique, touristique, culturelle, etc.

♦ **L'histoire** : Le Cameroun n'a jamais pu se donner l'occasion de se réconcilier avec son passé, glorieux ou non, avec ses héros, ses traîtres, ses mythes et ses zones d'ombre. C'est l'occasion de le faire !

♦ **La race** : Peut-on être d'une autre couleur de peau que la couleur noire et être Camerounais ? La question raciale qui semble aller de soi gagnerait sans doute à être abordée.

♦ **La culture** : Quelles traditions préserver ? Quelles coutumes perpétuer ? Quelles mœurs conserver ? Il faudra des réponses à ces questions.

Le Cameroun doit pouvoir identifier les valeurs qui promeuvent son identité à travers le monde à ce que leur promotion permette à toute personne de reconnaître un Camerounais.

Cela passe par l'architecture, la musique, la peinture, la cuisine, etc.

A ce niveau les aspects culturels devraient même intégrer les aspects de culture politique. Il n'y a pas que les conceptions de « gauche » et de « droite » qui existent en politique. En analysant les outputs d'une étude commandée par la GIZ sous l'égide de la Conférence Africaine de la Décentralisation et du Développement Local (CADDEL) en 2012, on découvre des conceptions différentes de gérer les minorités qui ne pensent pas comme la majorité et de leur éviter les blessures et l'humiliation de la défaite de leurs idées⁶².

♦ **Les symboles** : Le drapeau, l'hymne, la devise, les emblèmes et armoiries du Cameroun doivent être l'émanation de cet exercice de définition de ce que c'est que d'être « Camerounais » et non l'héritage mal assumé d'un transfert mal abordé des petits chantiers amorcés de manière plus ou moins maladroite sous le regard parental du colonisateur.

♦ **La langue** : La question linguistique qui a focalisé les esprits dans le cadre de la crise anglophone est un des piliers de la nouvelle – disons de la véritable – identité nationale du Cameroun ainsi définie. Il va s'agir de définir le type et le nombre de langues au cœur de l'identité camerounaise ainsi que le rapport de prééminence entre elles. D'autres pays comme le Rwanda l'ont réussi⁶³. Pourquoi pas le Cameroun ?

⁶² Les résultats de cette étude, dénommée ALGOT (African Local Governance Timeline) ont été présentés au public le 05 décembre 2012 lors du Sommet Africités à Dakar. Mme Carmelita Rita Namashulua, ministre de l'Administration de l'Etat de la République du Mozambique et présidente en exercice de la CADDEL, l'avait présentée comme la contribution de cette institution à la célébration de l'Année africaine des valeurs partagées décidée par l'Union africaine.

⁶³ Depuis 2003, le Rwanda a déclassé le français comme première langue officielle au profit de l'anglais et du kinyarwanda. On peut néanmoins questionner avec Fanon l'enfermement mental autour des langues coloniales.

♦ **L'éducation** : Le modèle éducatif camerounais doit pouvoir clairement émerger de cette définition de l'identité nationale camerounaise. Fini les tergiversations ou la cohabitation de deux sous-systèmes « francophones » et « anglophones » sans aucune perspective au niveau universitaire, notamment pour le sous-système « anglophone ». Il est temps pour le Cameroun d'avoir une conception endogène de l'école, de son utilité, de ses enseignants et de leur profil, de ses filières, de ses curricula et diplômes, de l'utilisation de ses produits, entre autres.

♦ **L'Etat** : La forme de l'Etat, contrairement à ce qui a pu se dire au cours des derniers mois à la faveur de la crise « anglophone », est un point important de débat national et l'identité nationale camerounaise devrait intégrer cet aspect. (cf. point (iv) ci-dessous).

♦ **Les institutions du pouvoir** : Il est impératif d'intégrer la conception du pouvoir et des institutions qui l'incarnent dans le projet d'identité national à élaborer (cf. point (iv) ci-dessous).

♦ **Les contre-pouvoirs** : Il n'y a pas de pouvoir sans contre-pouvoir, comme nous l'enseignent les traditions des cultures séculaires de notre pays et les usages des pays (Maroc, Lesotho) qui ont déjà réussi le pari de se définir une identité. Le Cameroun devra donc déterminer les contre-pouvoirs les plus à même de réduire la concentration des décisions dans les mains

de l'exécutif.

♦ **L'arsenal législatif** : Les lois qui régiront le Cameroun nouveau devront être inspirées de cette vision du monde et de la place du pays dans ce monde-là. Que ce soit sur le plan civil, commercial, social, administratif ou pénal, l'identité camerounaise doit pouvoir se doter des lois qui correspondent à cette nouvelle donne.

♦ **L'économie** : Ce ne se sera pas un luxe pour le Cameroun de déterminer sur quels fondements donner un visage à son économie. Certaines micro-nations ou communautés camerounaises telles que les Sawa ou les Bamiléké ont développé des qualités qui peuvent être approfondies pour bâtir un modèle national, par exemple. Mais il est de toute manière important d'avoir une vision nationale à inculquer au peuple dès le bas-âge et dont les fondements doivent être enseignés à tous les niveaux académiques de manière à susciter des métiers correspondants et œuvrer à leur absorption dans le monde de l'emploi. Mais il s'agit aussi de tracer les contours d'une intelligence économique proprement camerounaise.

♦ **La science** : La question de la science dans le dispositif de l'identité d'une nation se pose sans doute davantage en termes de sciences et technologies ou sciences et innovations. Il va être question de régler cette préoccupation essentielle.

♦ **L'armée** : Au cours des 70 dernières années, l'armée a joué un rôle que lui avait confié le colonisateur, puis les deux présidents qu'a connus le Cameroun avec de forts relents d'influence française. Il est temps de savoir quelle armée les Camerounais veulent avoir, avec quelles missions, quels moyens, quels profils, quels résultats attendus.

♦ **La diplomatie** : Le Cameroun doit pouvoir déterminer quelle est sa position dans le monde, et déterminer les répercussions de cette position sur ses relations avec ses proches voisins, les autres pays africains et le reste du monde.

♦ **La religion** : La dimension spirituelle de la vie d'un pays ne peut être traitée avec légèreté. Tous les pays qui ont une avance singulière sur le Cameroun ne sont pas une identité spirituelle. Abordée sous l'angle de la laïcité ou d'une orientation religieuse précise, la question de la spiritualité ne saurait s'imposer au pays dans son format actuel, comme un fardeau que le pays subit mais comme une part assumée de l'identité nationale.

Cette proposition va sans doute ressusciter le débat de la prééminence entre Etat et Nation, sachant que l'un implique une idée d'organisation politique et administrative, et l'autre une idée de communauté spontanée ou historique. Et qu'une nation peut appartenir à plusieurs États, et un État comprendre plusieurs nations. Quand État et nation coïncident, on

parle d'État-Nation, soit que l'Etat préexiste à la Nation (cas de la France, historiquement) soit qu'une Nation se dote d'un État (cas des Etats-Unis).

La présente proposition vise simplement à résoudre le problème du Cameroun où l'Etat est à penser – ce qui en a tenu lieu jusqu'ici étant un monstre dans lequel les Camerounais ne se sont jamais reconnus ni retrouvés – et où les micro-nations ou communautés n'ont jamais évolué vers une organisation politique et administrative surplombante et fédérative qui intègre un territoire plus étendu et d'autres micro-nations ou communautés.

Il va donc s'agir d'une double invention ou construction : l'Etat-Nation du Cameroun.

(iv) **Promouvoir cette identité nationale**

Promouvoir cette identité nationale revient simplement à promouvoir le désir, la décision, et le sacrifice individuel et collectif à vivre ensemble. Car c'est in fine de cela dont il est question, vivre ensemble, sans que cela soit quelque chose de subi, mais d'assumé.

La promotion de cette identité nationale, imaginaire collectif uniformisé, est un immense chantier qui passe par au moins les voies et supports suivants : la littérature, la télévision, la musique, le cinéma, les arts visuels, les arts de la scène, les réseaux sociaux, l'affichage et le mobilier urbain.

(v) Identité nationale et institutions de gouvernance du pays : le défi ultime

La gouvernance est une notion qui évoque les nouveaux modes de comportement et de fonctionnement dans l'évaluation et les prises de décision. Ces modes de comportements mettent en relation une multiplication de lieux et d'acteurs impliqués tant aux échelles locales et supra. A l'échelle nationale, la gouvernance renvoie aux interactions entre l'Etat et ses démembrements, le corps politique et la société. Pour fonctionner, la gouvernance doit être déclinée à toutes les échelles de gouvernement. Il n'y a donc pas un modèle unique de gouvernance mais bien des systèmes de gouvernance.

La notion de gouvernance met l'accent sur plusieurs types de transformation des modalités de l'action publique :

- elle remet en cause le modèle de politique traditionnel (où seules les autorités politiques ont la responsabilité de la gestion des affaires publiques) ;
- elle met l'accent sur la multiplicité et la diversité des acteurs qui peuvent intervenir dans la gestion des affaires publiques : collectivités territoriales, organismes internationaux, ONG ou entreprises privées ... Tous ceux qui sont en mesure de trouver des solutions aux problèmes collectifs que rencontrent les sociétés ;
- elle insiste sur l'interdépendance des

pouvoirs politiques et des intervenants plus larges. La gestion des affaires publiques repose sur un processus d'interaction/négociation entre des intervenants très diversifiés. La gouvernance implique donc la participation, la négociation et la coordination afin de dépasser les intérêts divers et conflictuels et parvenir à un consensus rapide et efficace.

Sans trancher dans le débat qui oppose les tenants du statu quo à ceux d'une décentralisation plus poussée ou à ceux du fédéralisme, nous formulons la proposition de voir les Camerounais se prononcer sur un projet de gouvernance émanant du projet d'identité nationale.

Cet exercice demande de ne pas perdre de vue que le pays a hérité de deux « cultures politiques » distinctes en 1961 dont le peuple a pu découvrir les avantages et inconvénients de la mise en œuvre et est par conséquent en mesure d'en tirer toutes les leçons. En zones « anglophones », l'imaginaire de l'Etat et des institutions, les rapports entre eux et les « corps professionnels et intermédiaires » obéissaient à un modèle « coopératif » britannique dit de l'« Indirect Rule ». Par contre dans le Cameroun « francophone », le modèle français « commandiste »⁶⁴ (Mbembe). Pour faire simple, le premier modèle était proche des modèles précoloniaux qui privilégiaient l'inclusion et la pluralité d'opinion.

Pour Mbembe, « La « francophonisation

⁶⁴ <https://blogs.mediapart.fr/joel-didier-engu/blog/190217/paris-grande-manifestation-de-soutien-auxcompatriotes-anglophones-camerounais>

» de l'État, des institutions et de la culture politique sur le modèle colonial du « commandisme » est bel et bien la raison qui a conduit à l'impasse actuelle ». Il propose pour en sortir de « dé-francophoniser » l'État, c'est-à-dire, de véritablement le décoloniser. « Telle est l'opportunité quasi-historique que nous présente la dissidence anglophone »⁶⁵.

Le Cameroun a donc une occasion en or, non pas de retourner dans le passé, mais de se projeter de manière plus pertinente dans un modèle d'avenir qui ne soit ni « francophone », ni « anglophone », mais plutôt « camerounais », c'est-à-dire marqué du sceau de l'appartenance à un même territoire, le Cameroun, partageant une même histoire bi-linguistique, chérissant les mêmes valeurs socioculturelles, œuvrant pour un avenir commun.

Et puis, il n'est point besoin d'agiter la question du fédéralisme tel un épouvantail ou de le convertir en moyen tout trouvé pour une partition du Cameroun. En soi, le modèle fédéraliste a des exemples de réussite sous forme d'agréations (Etats-Unis, Suisse, Allemagne), sous forme mixte (Canada, Malaisie, Nigeria), ou sous forme de désagréations (Belgique, Espagne, Afrique du Sud), mais aussi d'échecs (URSS, Yougoslavie, Tchécoslovaquie). De même, il existe des modèles de succès de décentralisation (Inde, France, ...).

Il n'existe donc pas de solution miracle et le

Cameroun devra trouver son propre modèle dans le cadre de la définition de son identité et non en plaçant le fédéralisme comme une charrue avant les bœufs.

Ce n'est pas un luxe de réfléchir à l'après-Biya alors que le Président âgé de 84 ans vient de faire reconduire au Sénat, un homme âgé de 82 ans et constitutionnellement son dauphin en cas de décès. De toute manière, d'autres acteurs, étrangers, qui prennent cette succession au sérieux, au moment d'analyser s'il y a lieu de venir risquer leur argent au Cameroun, abaissent la note du Cameroun du fait du risque qui existe sur le plan politique de voir le pays sombrer dans l'anarchie.

⁶⁵ Idem

CONCLUSION

Qui se souvient aujourd'hui de la victoire de l'anthropologue Benjamin Nnamdi Azikiwe à l'élection de 1951 dans le Eastern Nigeria ? Il dirigeait alors la liste du parti dénommé National Council of Nigeria and Cameroon fondé en 1944, soit 4 ans avant la naissance du premier parti politique camerounais dénommé Union des Populations du Cameroun (UPC). Les travaux de Joseph Richard et ceux d'Achille Mbembe nous réconcilient avec l'histoire de l'UPC quand dans le même temps ceux de Piet Konings et Francis Nyamnjoh nous enseignent l'histoire du Cameroun anglophone. La victoire de Benjamin Nnamdi Azikiwe et les nominations qui suivirent autour d'une coalition avec les « intellectuels Ibos et Méfis », provoquèrent le mécontentement de l'élite du Cameroun Occidental en majorité constituée de moniteurs indigènes comme on disait à l'époque. Parmi ces moniteurs, John Ngu Fontcha, Salomon Tandem Muna, Augustine Ngom Jua et Emmanuel Mbella Lifafa Endeley. Certains analystes les présentent comme responsables des rivalités entre ceux qu'ils appellent alors les « Fulani », à savoir les Camerounais d'expression anglaise et de confession musulmane qui habitent le Northern Cameroons, et les populations du Sud-Ouest et du Nord-Ouest, c'est-à-dire entre Sawa et Grassfields de langue anglaise et de confession chrétienne. Il est important de savoir que les populations actuelles du Nord-Ouest et du Sud-Ouest sont constituées essentiellement de Sawa (Douala) de Bakwéri, et de Bansa. Par ailleurs, il y eut dès 1895, sous domination allemande, une immigration de main d'œuvre qui a vu les Bassa de la région du Littoral, les Eton du département de la Lékié (région du Centre), les

Ndjem de la région de l'Est, constituer un socle important de la population des villes du Sud-Ouest telles que Tiko, Limbé, Buéa, Kumba et Mamfé.

Ce rappel historique a pour but de montrer la nécessité de créer des frontières étanches entre « anglophones » et « francophones », car la réalité des liens entre les tribus classiques et les Camerounais se plaignant de marginalisations diverses du fait de leur « anglophonie » est un peu plus complexe et rappelle simplement que le projet Cameroun est encore à élaborer, si l'on veut réussir le pari du vivre-ensemble. La crise « anglophone », comme il convient finalement de désigner le mouvement d'humeur jamais auparavant (incomplet), paralyse non seulement la vie des populations des deux régions « anglophones » du Cameroun, mais aussi la gestion des affaires publiques et des affaires tout court.

En utilisant trois stratégies de communication de crise, non seulement inadaptées, mais spectaculairement inappropriées pour une population dont le passé de résistance et de détermination aurait dû alerter les décideurs, le gouvernement s'est mis en mauvaise posture et s'est quasiment disqualifié à identifier une sortie de crise honorable pour toutes les parties en présence. En effet, en écartant d'emblée la seule stratégie payante qui est la seule qui aurait permis de circonscrire la crise, le gouvernement a rappelé aux bons souvenirs des Camerounais à quel point il est coutumier des formules cosmétiques pour guérir des cancers – si l'on nous permet l'expression – ou des virus. Des formules cosmétiques ou des raccourcis faciles dont le peuple n'est que trop le spectateur désabusé. Dans un environnement

« normal », avec des acteurs « normaux », des habitudes « normales », des dispositifs « normaux », des procédures « normales », on sort d'une crise soit en cicatrisant, soit en musclant, soit en confortant, mais non pas en taillant les branches de l'arbre à problèmes. Mais « le Cameroun c'est le Cameroun »⁶⁶. C'est pourquoi alors que le pays vit une crise dont personne ne sait encore ni quand et comment elle s'achèvera, le gouvernement a multiplié les efforts et moyens de toutes sortes pour organiser une tournée nationale à un

trophée de football (Bamenda le 22 février et Buea le 24 février 2017), croyant ainsi guérir les plaies d'une situation infiniment aggravée par ce sédatif qui comme tous les sédatifs a des effets de très courte durée. Autre événement sédatif ; la course de l'espoir le 25 février 2017 avec le doux espoir que l'année blanche qui se profile à l'horizon soit sauvée par les liesses éphémères que sait générer le sport sur les masses populaires et dont le régime s'est fait fort d'en faire une marque de fabrique.



Kamdem Souop

Ecrivain, Directeur de publication de

www.villesetcommunes.info

Brazzaville, 24-26 mars 2017

Présenté à Ouagadougou le 20 avril 2017

Relu et complété à Yaoundé,
Septembre 2017.